

Article de Françoise NAY pour le journal Égalité Juin 2012

1/

Notre système de santé a effectivement été mis à mal depuis une vingtaine d'année, avec une forte accélération pendant le quinquennat de Sarkozy.

Aujourd'hui, se soigner coûte de plus en plus cher : les remboursements de médicaments, les forfaits, les franchises, les dépassements d'honoraires, font que de plus en plus de personnes renoncent à des soins pour des raisons financières.

Se soigner devient aussi de plus en plus difficile, avec la baisse du nombre de professionnels de santé et la fermeture de structures de soins, de services hospitaliers, voire d'hôpitaux conduisant à l'instauration de véritables déserts sanitaires.

Les femmes sont touchées à plus d'un titre. D'abord parce que les maternités et avec elles, les centres d'IVG, ont été les premiers services concernés par les fermetures : plus de 150 maternités et plus d'une centaine de centre d'IVG ces dix dernières années, remettant ainsi en cause les droits des femmes.

Ensuite, parce que les femmes forment la grande majorité des « aidants naturels » et que ce sont elles qui assument la prise en charge au quotidien des malades chroniques, des personnes âgées en perte d'autonomie... et se trouvent ainsi confrontées aux difficultés évoquées ci-dessus.

2/

Face aux restructurations hospitalières, des luttes se mènent un peu partout en France depuis des années. Certaines comme à Carhaix, Decazeville, Saint-Affrique pour la maternité, ou comme à Tenon pour le centre d'IVG ont été victorieuses. Les comités de défense existant dans plus de cent vingt lieux en France ont constitué une coordination nationale afin de mieux se faire entendre. Des collectifs contre les franchises médicales, contre la politique sécuritaire en psychiatrie... se sont aussi constitués.

La nécessité de faire converger toutes ses résistances et la gravité de la situation a conduit au mouvement « Notre santé en danger », en avril 2011.

Dans la campagne électorale, les questions de santé ont été peu abordées alors qu'elles sont aujourd'hui parmi les premières préoccupations des français.

Les premières annonces gouvernementales restent pour le moment très en deçà des attentes, rien sur l'arrêt des restructurations hospitalières ou sur la suppression des franchises médicales, par exemple.

Poursuivre les mobilisations sera donc essentiel dans les prochains mois.

Nous allons continuer à travailler ensemble, au sein du collectif Notre santé en danger, pour porter les idées qui nous sont communes. Nous pensons qu'il est urgent de se reposer les questions de santé non au travers du prisme de la rentabilité et de la gestion comptable mais bien au travers des besoins de santé de la

population et d'un retour à une qualité de soin et du prendre soin. Nous avons ainsi prévu de nous retrouver le 23 juin pour préparer la rentrée.

3/

En Europe, si les systèmes de santé et de protection sociale diffèrent, les évolutions se font cependant toutes dans le sens d'un appauvrissement des politiques de solidarité et vers une marchandisation.

En Belgique, le secteur privé commercial est en pleine expansion.

En Pologne, une loi vient d'être votée qui contraint les collectivités territoriales à vendre les hôpitaux dont elles ne couvriraient pas les déficits.

En Grèce, la violence de la crise n'épargne pas la santé. 30% de la population se retrouve sans couverture sociale et doit payer ses soins. Les hôpitaux peuvent être en rupture de médicaments ou de matériel, des structures ferment en psychiatrie, dans le médicosocial, laissant le soin des malades aux familles.

Suite à cette conférence, s'est mis en place un réseau permanent d'échanges et d'alerte dont l'objectif est aussi de construire des résistances au niveau européen.

4/

Je citerai quatre priorités :

Aller plus loin sur les dépassements d'honoraires et s'attaquer aux autres restes à charge (franchises, forfaits...)

Décider de l'arrêt des restructurations en particulier celles concernant les maternités et centres d'IVG

Remettre au centre des décisions, les besoins de santé de la population, la qualité des soins et du prendre soin

Lever l'étranglement financier de l'hôpital public et lui donner les moyens de remplir ses missions